

Les crédits

pas d'endroit où travailler. Cela signifierait l'adoption de tous les projets de loi qui sont tant controversés.

Je ne comprends pas du tout le message qu'on veut nous transmettre. Il y a sûrement des gens qui lisent une partie de ma phrase et qui disent que je suis probablement perdu la plupart du temps. Ceux qui sortent des mots hors du contexte devraient écouter toute la phrase.

Je sympathise avec mon collègue de Regina—Lumsden. Il nous a dit qu'il peut parler librement sur tout sujet de son choix, peu importe la politique de son parti, mais j'ai l'impression qu'il s'est mis le doigt entre l'arbre et l'écorce.

Je lui pose ma question en toute sincérité: veut-il vraiment éliminer le budget du Sénat, ce qui voudrait dire que le projet de loi sur la TPS serait automatiquement adopté? Est-ce vraiment ce qu'ils souhaitent? Ou veulent-ils plutôt que le Sénat, auquel ils ne font pas confiance, intervienne et rejette la taxe sur les produits et services, taxe que les députés de l'opposition se sont évertués à mal décrire au public, au point qu'ils sont, comme presque tous les Canadiens, totalement confus et perdus dans leurs objections à ce qu'ils conçoivent comme étant une nouvelle taxe?

J'ai une autre question pour le député. N'a-t-il pas l'impression de jouer sur deux tableaux à la fois? Je ne veux pas dire qu'il s'est lui-même placé dans cette position, mais compte tenu de la motion que le député de Kamloops nous a proposée ce soir, n'y voit-il pas une contradiction de principes?

M. Benjamin: Je remercie mon collègue et ami de Regina—Wascana. Je ne voulais pas reprendre ce soir l'argument que nous avons entendu à maintes reprises aujourd'hui et ces dernières semaines.

Nous avons toujours le même objectif qu'il y a 55 ans: abolir le Sénat. Tout ce que nous faisons, c'est de faire face à la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui et depuis 55 ans. Le Sénat existe. La majorité des gens ont appuyé le gouvernement actuel et le gouvernement précédent qui ont choisi de maintenir le Sénat. Nous avons perdu. Je ne me plains pas. Malgré tout, beaucoup de Canadiens réclament que l'on procède à la

réforme du Sénat ou à son abolition et j'espère que c'est l'abolition qui l'emportera.

Donc, compte tenu de cette réalité, je le répète et je le dis à mon collègue, pour une fois, les sénateurs mériteront-ils leur paie? Ils sont la conscience de la Chambre des communes. Juste pour faire changement, qu'ils protègent les propriétaires de maisons et les agriculteurs des effets de la TPS. Qu'ils protègent les milliers de petites entreprises réparties partout au Canada. Pour une fois, pourquoi ne protégeraient-ils pas les biens des petits plutôt que ceux de quelques grandes entreprises? Je ne suis pas intéressé à voir ce genre de copinage dans une première ou une deuxième chambre après la nôtre. Nous n'en avons pas besoin. Pendant des décennies, les sénateurs ont transformé en victimes les Canadiens et ils continuent.

• (1900)

Permettez-moi de rappeler à mon collègue ce qui se passe en ce moment dans les institutions financières. Le Sénat ne dit rien des agriculteurs, des petits commerçants et des propriétaires de maison de ma circonscription ou de la sienne. Mais lorsqu'il est question des biens des riches ou de la bourse de Toronto, des détenteurs d'obligations, grand Dieu, là ils se lancent à la défense de la propriété. Le Sénat n'a jamais compris pour quelle raison, pour peu qu'il y en ait une, il existait.

Je n'excuse pas mon parti pour la position qui est la sienne depuis 1935 et qu'il réaffirme aujourd'hui. Qu'ils livrent la marchandise et se taisent ou nous nous débarassons d'eux, c'est l'un ou l'autre.

M. Howard Crosby (Halifax—Ouest): Madame la Présidente, je ne veux pas irriter inutilement le député de Regina—Lumsden, et j'espère donc qu'il gardera son calme. Je voudrais simplement signaler quelque chose à la Chambre. Nous comprenons la nature du débat sur l'amendement à la motion et nous savons exactement où veut en venir en l'occurrence le Nouveau Parti démocratique.

Cependant, je tiens à signaler à mon collègue et aux autres députés qu'il est peut-être mal renseigné sur les répercussions qu'auraient le rejet de ce poste de 27 605 000 \$. Il a déclaré dans son discours qu'on devrait couper les vivres au Sénat, ce qui le détruirait. Ce n'est pas le cas, en fait. Il y a un autre crédit applicable au Sénat, de quelque 10 millions de dollars, qui permet le versement des salaires, des allocations et le reste au